

Entre deux larrons : La Russie et l'Autriche en Serbie

Christian Rakovsky

Source : « La Revue de la Paix », avril 1909, pp. 103-111. Notes MIA.

« Telle fut la protection de Saint-Pétersbourg, protection égoïste qui mesure la liberté aux peuples qu'elle protège, afin que, condamnés à rester dans un état précaire, ils ne puissent espérer que du tzar la conservation du rayon d'indépendance qu'ils doivent à sa générosité ».

Henri Thiers
(*La Serbie, son passé et son avenir*, Paris, 1862, p. 112.)

« Il faut reconnaître que la Russie obtint très peu de témoignages de reconnaissance pour les bienfaits rendus aux peuples qu'elle a libérés de la domination turque. Ceci ne signifie pas que nous devons regretter ces bienfaits, mais ceci doit nous apprendre que ne devons pas aller plus loin et que nous ne devons pas émanciper complètement des provinces qui, même dans l'état actuel de l'indépendance de leur administration ne reconnaissent pas la main qui leur a donné ce bienfait ».

(Note manuscrite du baron de Brunow, ambassadeur russe à Londres, en 1829.)

V.S.S. Tatisteff
(*La politique extérieure de Nicolas Ier, Saint-Pétersbourg*, 1887, p. 315.)

Au moment où cet article est écrit nous ignorons encore le dénouement que recevra le conflit entre la Serbie et l'Autriche. Mais que cette dernière obtienne la soumission et l'humiliation du petit royaume danubien soit à la suite de la pression des puissances médiatrices, soit par les armes, le problème serbe – comme du reste tout le problème d'Orient – n'en subsistera pas moins.

Considéré sous un certain rapport, il devient même plus aigu et impose aux Serbes de chercher des moyens efficaces pour assurer leur indépendance politique et économique. Il y a quelques mois encore, avant la révolution turque, la Serbie pouvait espérer obtenir dans un partage éventuel de la Turquie une partie du territoire de Macédoine et par conséquent une sortie sur la mer. Tous les efforts du gouvernement, des comités et de la presse de Belgrade, étaient dirigés dans ce sens.

Cette politique était déjà, comme on le voit, très peu rationnelle car elle faisait dépendre l'avenir du pays d'événements non seulement problématiques, mais qui pouvaient encore avoir pour la Serbie des conséquences justement contraires à celles attendues.

En effet, dans une guerre générale déchaînée autour de l'héritage turc, en même temps que la Turquie sombrerait peut-être aussi les petits États balkaniques. Donc l'ancienne politique serbe était une politique chimérique et dangereuse. S'ils s'accrochaient à elle avec tant d'acharnement c'est parce qu'elle répondait à cette folie chauvine qui a contaminé toutes les nations grandes et petites.

Aujourd'hui la politique des conquêtes paraît pour la Serbie moins possible que jamais. Et ce que les diplomates et les hommes politiques serbes regrettent, en ce moment-ci, ce n'est pas seulement l'annexion définitive de deux provinces serbes à l'Autriche, mais encore et surtout peut-être l'écroulement des rêves que la Serbie nourrissait aux dépens de la Turquie.

Que va faire maintenant la Serbie ? Dans quelle politique cherchera-t-elle les garanties nécessaires pour son développement national ? Par quels moyens résistera-t-elle à la politique envahissante, militaire et économique de l'Autriche, qui enserme, du nord et de l'ouest, le royaume danubien comme dans une tenaille ?

Depuis quelque temps, les yeux de la Serbie sont fixement tournés vers la Russie, d'où elle attend son salut présent et futur. Mais sur ce point encore les Serbes se trompent. Il n'y a qu'à considérer un peu l'attitude passée de la Russie en face de la Serbie pour voir que c'est une nouvelle illusion que les Serbes se préparent.

Il est vrai que tant que le hasard des événements voudra que la Serbie soit la cause d'un différend entre la Russie et l'Autriche, la première leur viendra en aide. Mais entre les deux puissantes voisines il y a aussi beaucoup d'intérêts communs qui leur commandent de marcher ensemble. Et chaque fois que des ententes purent intervenir entre elles, c'est aux dépens des petites puissances d'Orient ou aux dépens de la Turquie qu'elles furent conclues.

La Serbie elle-même ou des provinces peuplées par des Serbes ont servi de monnaie d'échange dans les alliances entre les dynasties de Romanoff et celle des Habsbourgeois. Son histoire moderne nous fournit sous ce rapport des témoignages éloquents. La diplomatie russe n'a pas hésité à soumettre la race serbe aux plus douloureuses vivisections, toutes les fois que c'était nécessaire à ses vues.

Je rappellerai ici quelques faits. Ainsi en 1807, la Russie fit des propositions formelles à l'Autriche pour lui céder, en échange de son concours dans la guerre contre la Turquie, la possession de la Serbie, de la Bosnie et d'Herzégovine. La Russie réservait pour soi-même les principautés danubiennes : la Valachie et la Moldavie¹.

Ce n'était pas le premier projet de partage de l'empire ottoman que la Russie proposait à l'Autriche. Avant elle, elle en avait fait d'autres, comme elle en fera plus tard encore à la veille de la guerre de la Crimée², mais ce qui rend le projet de 1807 particulièrement odieux et donne toute la mesure de la perfidie dont est capable la diplomatie moscovite, c'est le fait qu'au moment où elle promettait généreusement à l'Autriche la Serbie, celle-ci se trouvait en alliance formelle avec la Russie et luttait à côté d'elle contre la Turquie.

Quel cas insignifiant fait la Russie de sa parole, la fameuse convention de Reichstadt de 1876, le montre d'autre part, qui cédait à l'Autriche deux provinces serbes. Au moment où cette convention allait être conclue, la Bosnie et l'Herzégovine, poussées par la Russie, étaient en insurrection ouverte contre la Turquie, et la Serbie elle-même entraînait en guerre.

À propos de la conférence de Reichstadt, j'avais déjà rapporté dans mon article sur [« l'Entente Balkanique »](#)³ les aveux précieux des différents diplomates et hommes de lettres de Russie. Aujourd'hui j'apporte un autre témoignage : celui du général comte Ignatief, le célèbre président de la Société slave de Russie et ambassadeur russe à Constantinople en 1876. Questionné durant sa vie (en 1899) par la rédaction de la revue slavophile « *La Tâche Russe* » (*Rousski Troud*) sur l'entente entre la Russie et

1 Solovieff, *l'Empereur Alexandre Ier*, p. 144-145 (en russe). (Note C.R.)

2 Guerre de Crimée de 1853-1856 : Conflit pour la domination du Proche-Orient ayant opposé la Russie à une coalition formée par la Grande-Bretagne, la France, la Turquie et la Sardaigne. La Russie féodale et arriérée ne pouvait pas faire face aux pays capitalistes d'Europe occidentale, plus développés économiquement. La défaite des armées tsaristes a sapé le prestige de la Russie et affaibli sa politique étrangère et intérieure.

3 *Revue de la Paix*, décembre 1908. (Note C.R.)

l'Autriche, le général a confirmé le fait, tout en voulant sauvegarder sa propres responsabilité : « *Il était entendu, disait-il, que si la frontière de la Serbie atteignait celle de Monténégro et si nous entrions à Constantinople, alors l'Autriche occuperait la Bosnie. C'était là l'œuvre de la mission Soumarocof-Elston. Mais plus tard je suis allé à Vienne, en déclarant qu'il n'y a plus lieu d'occuper Bosnie et Herzégovine. L'Autriche était prête à consentir à ma proposition, mais je ne suis pas coupable si je ne fus pas soutenu. À moi, il ne me restait qu'à me retirer, ce que je fis.* »

Aussi les faits nous démontrent que, plus d'une fois, les diplomates russes et autrichiens, qui sont maintenant à couteaux tirés, se sont mis amicalement d'accord aux dépens de la Serbie.

Du reste, plus d'un clairvoyant politicien serbe a compris ceci. Il est intéressant, sous ce rapport, de donner ici un passage du rapport du consul anglais à Belgrade, Hoges, qui, encore en 1837, écrivait à son gouvernement : « *J'ai des raisons de croire que le prince Milosch soupçonne qu'il existe entre le prince Metternich⁴ et le comte de Nesselrode⁵ une entente à propos de leur politique en Serbie et il craint que la Russie en cas de guerre cédera à l'Autriche la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine, à condition que cette dernière ferme les yeux sur ce que fera la Russie ailleurs* ». ⁶

Qui ne conviendrait pas qu'aujourd'hui encore la même entente serait immédiatement réalisée, si la Russie obtenait une « *compensation* » suffisante ? Son attitude dans la crise serbe n'est-elle pas due plutôt à l'échec de la tentative que M. Isvolsky⁷ fit au début de la crise et, très probablement, avec le consentement du baron d'Aehrenthal⁸ pour obtenir le libre passage des Détroits pour la flotte de guerre russe ?

On sait que le ministre autrichien avait mis son collègue russe dans le secret des intentions du gouvernement autrichien de proclamer l'annexion définitive des deux provinces. À ce moment-là, M. Isvolsky n'avait rien à observer à ce qu'il appela plus tard dans une interview « *les demi-confidences* » de M. d'Aehrenthal, croyant sans doute pouvoir obtenir pour la Russie une compensation ailleurs. Il est encore avéré qu'il se garda de faire part de ses demi-confidences à la France et à l'Angleterre, dont il sollicitera plus tard l'appui dans la lutte contre l'Autriche.

Ce serait donc une politique puérile, celle qui chercherait à confier à la Russie la défense des intérêts serbes ou des intérêts balkaniques. À la première occasion, la Serbie serait lâchée comme ceci est arrivé déjà plus d'une fois et notamment en 1812 et en 1878 à la conclusion des traités de Bucarest et de Berlin.⁹

À la première date, la Serbie se trouvait en guerre avec la Turquie pour son indépendance. Huit ans avant, le 26 octobre 1804, une délégation serbe composée de Mateï Nénadovitch, Pierre Tchardakli et Ivan Protitch, s'étant présentée à Saint-Petersbourg pour demander la protection d'Alexandre Ier, il leur fut répondu « *que le gouvernement russe ne peut pas interrompre ses rapports pacifiques avec la Sublime Porte, car ceci aurait été équivalent à une rupture des traités.* » Mais, quelque temps après, la Russie étant engagée en guerre contre la Turquie, elle pousse les Serbes à en faire autant et leur envoie en aide trois mille soldats sous le commandement du général Michelson.

4 Metternich (Prince de) (1743-1859) Diplomate et homme d'Etat autrichien. Ministre des Affaires étrangères de 1809 à 1848, il fut le véritable souverain de l'Autriche et l'âme de la contre-révolution européenne à travers la « Sainte-Alliance » entre l'Autriche, la Russie et la Prusse.

5 Nesselrode, Charles Robert de (1780-1862), diplomate russe, ministre des Affaires étrangères (1814-1856).

6 Le rapport de Hoges est traduit dans le *Recueil de l'Académie royale de Serbie*, t. XVIII, p.58. (Note C .R.)

7 Izvolsky, Alexandre Petrovitch (1856-1919), homme d'État et diplomate russe. Ministre des Affaires étrangères (1906-1910). Ambassadeur à Paris (1910-1910). Resté en France, il a soutenu l'intervention étrangère contre la Russie soviétique.

8 Aehrenthal, Alois Lexa von (1854-1912), est un diplomate autrichien, ministre des Affaires étrangères (1906-1912).

9 Le Traité de Bucarest du 28 mai 1812 mit fin à la Guerre russo-turque de 1806-1812, remportée par la Russie. Le Traité de Berlin fut signé à l'issue d'une Assemblée diplomatique qui s'est tenue du 13 juin au 13 juillet 1878 entre des représentants des grandes puissances européennes. Il fut organisé à l'instigation du Royaume-Uni afin de préserver un Empire Ottoman affaibli face à l'appétit de ses rivaux impérialistes.

La Turquie, pour se réconcilier avec les Serbes, leur propose par l'intermédiaire de Schurschid-Pacha la paix, en leur promettant une autonomie semblable à celle dont jouissaient les principautés danubiennes, la Valachie et la Moldavie. Les Serbes, en bons alliés, répondent que c'est à la Russie que ces propositions doivent être faites, à laquelle ils avaient confié la défense de leurs intérêts. Mais, quand un an plus tard, la Russie conclut avec la Turquie le traité de Bucarest, qui lui donnait la Bessarabie, elle sacrifia complètement les intérêts serbes.

Conformément à l'article 8 de ce traité, la Turquie exigea de la Serbie : 1° de démolir toutes les forteresses nouvellement construites et de remettre leurs canons à la Turquie qui les replacera dans les anciennes forteresses ; les Serbes s'obligeant, en outre, à lui livrer, non seulement leurs armes, mais aussi leurs chevaux avec les selles ; 2° les Turcs obtenaient le droit d'habiter de nouveau les villes et les villages serbes, en rentrant dans tous leurs anciens biens, droits et privilèges ; 3° les Serbes redeviennent sujets du Sultan et les autorités turques sont de nouveaux rétablies en Serbie. Les Serbes qui ne veulent pas se soumettre à ces conditions sont libres de quitter leur pays.¹⁰

Ces conditions inacceptables forcèrent les Serbes à reprendre les armes pour obtenir au prix de nouveaux sacrifices la reconnaissance de leur autonomie nationale.

Non moins significative est l'attitude que la Russie a prise dans les luttes intérieures de la Serbie, dominées, comme d'ailleurs dans les autres pays balkaniques, par les questions de politique extérieure.

Ce qu'a poursuivi ici encore la politique russe avec une persévérance rare c'est de dominer les hommes, les partis et les classes afin de pouvoir s'en servir d'après les besoins de sa propre politique. Pour atteindre ce but, la diplomatie russe ne dédaignait aucun moyen pacifique ou violent, réactionnaire ou démagogique. Combien instructives sous ce rapport sont les intrigues qu'elle a menées en Serbie, à peu près pendant quarante ans autour de la question constitutionnelle !

Le deuxième prince serbe Milosch Obrenovitch¹¹ ayant des velléités d'indépendance et un talent diplomatique rare, car il a pu obtenir de la Turquie beaucoup de concessions, a suscité l'inimitié de la Russie qui chercha à amoindrir son pouvoir et son autorité morale.

Ayant appris qu'il est en voie d'obtenir de la Porte sa reconnaissance comme prince héréditaire de la Serbie, elle intervient pour le détourner de cette tentative. « *Il faut que vous arrangiez tout d'abord les affaires publiques*, lui écrit le 13 décembre 1813 le baron Stroganoff, l'ambassadeur russe à Constantinople, *et seulement ensuite courir après des succès personnels ; sans cela vous n'aurez que des échecs et un repentir tardif.* »

Quand, dix ans plus tard, le sultan octroya par firman¹² le droit d'hérédité sur le trône de Serbie à la dynastie des Obrenovitch, la Russie s'opposa. « *Ce n'était pas dans notre intérêt*, écrivait à ce propos l'ambassadeur russe à Londres, le baron de Brunow, *de permettre un très grand affermissement du pouvoir du souverain du pays, dont l'administration irrégulière avait provoqué le mécontentement des Serbes.* »¹³

Pour tenir Milosch en respect, la Russie soutenait avec énergie le parti des « Velicoschi », sorte d'aristocratie paysanne qui demande la limitation du pouvoir du prince. Celui-ci charge son conseiller Davidovitch de la rédaction d'une constitution ; mais, pour déjouer les manœuvres de ses adversaires et de la Russie, il lui donne un caractère beaucoup plus démocratique qu'ils ne le désiraient (1832).

10 Popoff, *La Russie et la Serbie*, 1860, p. 35 et 99 (en russe). (Note C.R.)

11 Obrenovitch, Milos (1780-1860), prince de Serbie (1817-1839) et (1858-1860).

12 Décret émis par un souverain dans certains pays musulmans.

13 Tastistef, loc. cit., p. 312. (Note C.R.)

La nouvelle constitution stipulait la participation des masses paysannes au gouvernement du pays, c'est à l'aide de celles-ci que le prince Milosch espérait contrebalancer l'influence des « Velicoschi » et de la Russie. Il fait un pas décisif aussi dans sa politique extérieure, en voulant émanciper la Serbie de la tutelle russe aussi bien que de celle de l'Autriche, grâce à l'appui de l'Angleterre, qui, depuis 1835, avait institué à Belgrade une représentation diplomatique.

La constitution démocratique solennellement proclamée à Cragouevatz le 3/15 février¹⁴ 1835 a eu le don de mécontenter les « Velicoschi » serbes, l'Autriche et la Russie. Metternich ne voulait pas permettre qu'à la frontière de la plus légitimiste des monarchies, existe un État à organisation démocratique et dont l'exemple pouvait « démoraliser » ses propres sujets.

Quant à la Russie, pour donner plus de poids à sa protestation, elle mandatait à Belgrade son consul général à Bucarest, le baron Rickman, avec la mission de mettre bon ordre dans les affaires serbes. Dans un discours hautain, tenu devant l'assemblée des « Velicoschi », à laquelle assistait aussi le prince, le consul de la Russie déclara qu'en aucune façon son gouvernement ne permettrait l'introduction d'une constitution basée sur des principes contre lesquels la Russie et l'Autriche ont toujours lutté et que pas une seule puissance n'avait osé encore s'approprier pour son pays. Ensuite il passe aux menaces en annonçant aux Serbes qu'ils ne peuvent aspirer à la protection du tzar qu'en écoutant ses conseils. Dans le cas contraire, non seulement il leur refusera son aide, mais il s'alliera encore à la Turquie pour ramener les rebelles à la soumission.¹⁵

La constitution élaborée par Milosch ne fut donc pas appliquée. Deux ans plus tard, vers la fin de 1836, le baron Rickman communiquait un projet de constitution « *fait sur un bout de papier, sans date, sans signature* » où il prévenait « *l'introduction de toutes réformes arbitraires* », en supprimant la Chambre des députés (la Scoupschtina), à laquelle sera substitué un Conseil d'État compère des « Velicoschi ».

Le prince Milosch, par une manœuvre habile, écarte le projet russe et, par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais à Constantinople, cherche à s'entendre directement avec la Porte pour l'élaboration d'une constitution. Ceci se passait au mois d'avril 1838, à un moment où l'ambassadeur russe à Constantinople, Boutnéef, se trouvait en congé. Prévenu des démarches de la Serbie, il retourne à son poste et obtient de la Porte l'éloignement des délégués serbes et l'octroi d'une constitution au nom du Pacha turc de Belgrade¹⁶. Ce dernier détail était stipulé pour humilier Milosch.

En même temps, à Belgrade arrivait le prince Dolgorouki avec la mission spéciale de « *déraciner* » l'influence qu'avait réussi à gagner, sur les affaires de Serbie, le représentant de l'Angleterre Hoges. L'envoyé spécial du tzar traita Milosch comme un domestique. D'après le rapport de Hoges, il l'aurait menacé de l'exil en Sibérie, s'il n'admettait pas les propositions russes et s'il n'interrompait toute relation avec l'Angleterre.

Ainsi fut imposée la nouvelle constitution, qui confiait le pouvoir du pays aux mains de dix-sept vélicoschi constitués en Conseil d'État et élus avec l'assentiment de la Porte. Milosch abdiqua le 1/13 juillet 1839. Son successeur, Milan, n'a vécu qu'un mois. Il fut remplacé par Michel Obrenovitch, qui suivit fidèlement les instructions de la Russie.

La constitution réactionnaire provoqua une insurrection. La dynastie des Obrenovitch fut destituée et une Scoupschtina populaire fut convoquée à Belgrade le 2/14 septembre 1842. Elle élut un Carageorgevici au trône serbe.

La Russie s'empressa de protester contre « *cet acte illégal* » et contre « *cette nouvelle atteinte aux droits souverains du sultan* ». Pour donner plus de poids à sa volonté, la Russie demande à l'Autriche la

14 Il s'agit des dates correspondantes respectivement aux calendriers julien et grégorien.

15 Popoff, p. 339-315. (Note C.R.)

16 Le pacha représentait à Belgrade la suzeraineté du sultan. (Note C.R.)

permission, pour un corps d'armée russe, de traverser son territoire, afin de se rendre en Serbie et rétablir l'ordre légal. L'Autriche méfiante refusa.

Mais la menace avait produit son effet. Le prince Carageorgevici abdiqua, les chefs de l'insurrection furent chassés de Serbie et le pacha de Belgrade, accusé de faiblesse, remplacé par un autre. Une nouvelle Scoupschtina fut convoquée, mais elle élut encore un Carageorgevici. Pourtant la Russie a réussi s'imposer, au bout de quelques efforts, son candidat, le prince Milosch, rentré en grâce auprès du tzar.

Après la guerre de 1878, la Russie paraissait s'être désintéressée du sort de la Serbie délaissée complètement à l'influence de l'Autriche, conformément à l'entente austro-russe de 1876. Après l'échec que la politique russe a subi en Bulgarie, il entra à nouveau dans ses vues de regagner son influence en Serbie.

Il serait trop long d'énumérer les moyens dont elle s'est servie dans ce but. Nous rappelons aux lecteurs la honteuse comédie qu'elle a jouée avec le malheureux dégénéré, le roi Alexandre, en flattant jusqu'à ses goûts pervers et en imposant au tzar d'être le témoin dans son mariage avec Draga Maschin. Sa participation au détronement du dernier des Obrenovitch ne fait de doutes pour personne.

La diplomatie russe restait ainsi fidèle à sa politique traditionnelle de semer l'anarchie, de provoquer des troubles et des luttes intérieures, de susciter des questions dynastiques et des difficultés extérieures pour apparaître ensuite, au moment difficile, comme l'indispensable et l'unique sauveur.

Aujourd'hui encore comme il y a quatre-vingts ans, quand le baron de Brunow rédigeait la note que nous avons traduite au début de cet article, elle ne veut pas libérer complètement les peuples sur lesquels s'exerce sa protection, car, par cela même, elle s'enlèverait tout prétexte pour une intervention ultérieure.

Les peuples balkaniques doivent rester éternellement mineurs pour qu'elle puisse jouer le rôle de tutrice. « *Telle fut la protection de Saint-Pétersbourg, écrivait, en 1862, un publiciste français, M. H. Thiers, protection égoïste qui mesure la liberté aux peuples qu'elle protège, afin que, condamnés à rester dans un état précaire, ils ne puissent espérer que du tzar la conservation du rayon d'indépendance qu'ils doivent à sa générosité.* »

Ce concours donc que la Serbie attend actuellement de la Russie ne peut être que fragile et précaire. L'aide problématique qu'elle lui donne contre l'Autriche ne peut servir à la diplomatie russe que pour affermir son influence néfaste sur le peuple serbe.

La seule politique qui aidera la Serbie, comme les autres États balkaniques, à se libérer de l'étreinte mortelle, aussi bien de la Russie que de l'Autriche, c'est l'alliance entre eux.

C. Rakovski.